

UNION SNUI-SUD TRESOR

CGT - FINANCES PUBLIQUES

La création de la DGFIP a amplifié « **la modification de la situation des emplois** », expression hypocrite pour parler des suppressions d'emplois. Cette tendance s'est accrue depuis le début des années 2000, au final au 01 septembre 2011, il ne restera plus que 279 agents au sein de la DDFIP de la Creuse soit une diminution des effectifs de 25% depuis 11 ans !!

Aujourd'hui, dans le département, le mouvement continue avec 9 suppressions d'emplois. Cette politique impacte le quotidien des agents et la qualité du service rendu à l'usager.

Propositions de Localisation des évolutions d'emplois filière Gestion Publique

A	B	C	LOCALISATIONS
- 1			Direction (DDFIP)
		-1	Trésorerie Principale Guéret lapine
		-1	Service Comptabilité Dépense en direction
	+1	-1	Trésorerie Royère
	+1	-1	Trésorerie Chatelus
	+1	-1	Trésorerie Chambon
	+1	-1	Trésorerie Bénévent
	+1	-1	Service Collectivités et établissements publics locaux (CEPL) en Direction
	-0,5		Service logistique en Direction
	-0,5		Cellule Qualité Comptable en Direction
	+0,5		Trésorerie Aubusson
	+0,5		Trésorerie Bourganeuf
-1A	+5B	-7C	TOTALISATION

Propositions de Localisation des évolutions d'emplois filière fiscale

A	B	C	LOCALISATIONS
+1	-1		Cellule Inspection de Contrôle Expertise à Guéret
		-1	Giscalité Immobilière SIP de Guéret
	+1	-1	Direction
	-1		Echelon départemental de renfort et d'assistance (EDRA)
	-1		CDIF Guéret (Géomètre)
		-1	CDIF Guéret
		-1	SIP Guéret – service ordre et documentation (ORDOC)
		-1	CFP Aubusson – service commun (standartiste)
+1A	-2B	-5C	TOTALISATION

Les agents croulent sous les réformes, subissent les restructurations depuis quelques années, ils souffrent de la perte de repères, d'un management obsédé par les indicateurs, mais sont seuls lorsqu'un problème surgit. Le public aussi subit les conséquences de ces politiques et de ce manque d'agents.

En fait, rien ne change et pour les agents, le cauchemar du travail haché, industrialisé, déshumanisé continue. C'est le pilotage, le management et les indicateurs qui doivent changer pour que le quotidien des agents devienne supportable. Il faut mettre fin aux mauvaises conditions de travail, causes identifiées du mal être et de la souffrance des agents toutes catégories confondues.

Les personnels constatent:

- une augmentation des charges de travail
- une dégradation de leurs conditions de travail
- une augmentation de la polyvalence entraînant la déqualification des agents

Et les usagers subissent

- une dégradation du service public
- moins de service de proximité
- une augmentation du délai de traitement des demandes des contribuables

Contre cette politique de casse des services publics et des emplois, la présente motion intersyndicale revendique:

- le maintien et le développement des garanties statutaires
- l'arrêt des suppressions d'emplois
- le refus de la polyvalence généralisée
- l'arrêt des réformes de structure
- le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité